



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

28 juin - 2 juillet 2021

Facilité d'investissement climatique - Le mécanisme se met en place	3
Aide budgétaire : 75 millions de dollars de la Banque mondiale, décaissés	4
Transport aérien - Un unique ATR pour relier le pays	4
Financements extérieurs : 18 accords de dons et 15 accords de prêts signés	5
Soutien aux producteurs: Ambatovy renforce ses actions	5
Financement - Les PME peuvent emprunter jusqu'à 500 millions d'ariary	6
FAPBM: alternance dans la gouvernance	6
Exportations - Des produits malgaches indésirables en France	7
LFR 2021 : Un taux de croissance de 4,3%	7
Secteur textile: renforcer la santé et sécurité des travailleurs	7
OMNIS, 45 ans : Focus sur nos ressources stratégiques sous-explorées	8
Prix du carburant : 200 ariary au-dessous de la vérité des prix	9
Marché interbancaire des devises: perte de valeur passagère de la monnaie nationale	9
Secteur extractif - Focus sur les petits exploitants de mica dans le sud	10
Changement climatique: Madagascar se prépare à la Cop 26	10
Tourisme : Andasibe à la reconquête de ses visiteurs	11
Transport : Des lignes express pilotes pour relier la Rocade d'Iarivo à la capitale	11
Conseil des ministres - Haro sur les fuites de capitaux	11
PLFR 2021 - Baisse de budget au niveau de la majorité des ministères et institutions	12
Tourisme - L'Hôtel des Thermes et Betty Plage cherchent partenaires	13
Aires protégées: 2,7 milliards d'ariary de la FAPBM en faveur de MNP	13
JIRAMA : Remplacement des conduites d'eau à la Haute Ville	14
Paositra Malagasy - Les employés demandent le limogeage de leur ministre	14
Olivier Jean-Baptiste - DG de l'OMH: "Les consommations commencent à se rapprocher de la normale.....	15
Les acteurs du tourisme proposent: la« réouverture progressive » des frontières	16
Recrutement: l'ACM cherche un nouveau directeur général	16
Exportation en France - Mise en conformité des produits requis et non une interdiction	17
Anciens de Saint-Michel : Une conférence sur l'économie pendant et après la Covid	17
Grève à la Paositra Malagasy : le ministère de tutelle nie les accusations	18
Base Toliara - Les pêcheurs redoutent la reprise du projet	18
Taux de changes - L'ariary touche le fond(s)	19
Projet Tanamasoandro - Les terrassements des rues débutent	20
Marché du gaz: la TVA à 5%, raffermie par une convention	20

Facilité d'investissement climatique – Le mécanisme se met en place

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 JUIN 2021

L'initiative de mise en place de la Facilité d'Investissement Climatique à Madagascar a pour finalité l'appui au financement des entreprises privées à Madagascar pour contribuer à l'atteinte des objectifs de développement durable et des objectifs en matière d'adaptation et d'atténuation des impacts du changement climatique.

Une séance d'information et de concertation sur le projet de mise en place d'une « Facilité d'Investissement Climatique à Madagascar » a été organisée ce jeudi par la Cellule de Prévention et d'appui à la Gestion des Urgences en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). Elle s'est tenue à Antananarivo en présence du Secrétaire Exécutif de la CPGU, le Gal Mamy Razakanaivo et du Représentant Résident Adjoint du PNUD, Henry René Diouf et avec la participation des représentants des ministères sectoriels et organismes rattachés pouvant être impliqués dans «l'Action climat».

Il a été souligné que cette rencontre est la première du genre et plusieurs autres ateliers de présentation et de consultation des parties prenantes devraient être organisés prochainement pour les entités publiques concernées, pour les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et pour le secteur privé pour discuter de l'établissement du MCIF. Madagascar fait partie des pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Trois à quatre cyclones, des épisodes d'inondation et de sécheresse dans certaines régions affectent le pays tous les ans. Les impacts de ces catastrophes sont de plus en plus conséquents. Les liens entre l'activité économique, la viabilité des moyens de subsistance et l'environnement sont de plus en plus mis en péril en raison de l'intensification des effets du changement climatique. Des changements transformationnels dans des secteurs clés de l'économie rurale et dans des contextes urbains pertinents sont nécessaires de toute urgence.

«Les pays en développement comme Madagascar ont un besoin urgent de

ressources financières pour inverser la tendance d'une planète qui se réchauffe et récolte les fruits d'une nouvelle économie climatique», note le Gal Mamy Razakanaivo avant d'ajouter qu'en investissant dans l'appui technique des pionniers multisectoriels du climat tels que les PME et les startups malgaches, et en défrichant le terrain pour des partenariats solides et des investissements importants du secteur privé, la Facilité d'Investissement Climatique pourrait occuper un rôle essentiel dans l'architecture nationale du financement climatique.

Les PME en ligne de mire

Le Représentant Résident Adjoint du PNUD a, pour sa part, fait appel à l'innovation et au dynamisme des entreprises privées pour mettre à l'échelle des solutions climatiques et environnementales commercialement viables pouvant contribuer à répondre aux défis d'atténuation et d'adaptation du changement climatique et de renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles mais également à soutenir les actions du gouvernement pour la réalisation des objectifs de développement durables à Madagascar. La Facilité sera capitalisée avec des ressources financières des secteurs public et privé. Un gestionnaire de fonds indépendant travaillera en partenariat avec des institutions financières locales pour assurer la gestion du portefeuille (les capitaux propres et la dette déployée). En prenant en compte une approche inclusive pour les entreprises et leurs chaînes de valeur, la Facilité fournira des lignes de financement adaptées aux petites et moyennes entreprises dont les biens, les services et la dynamique de la chaîne d'approvisionnement peuvent répondre aux enjeux de l'atténuation



Les cyclones illustrent le dérèglement climatique.

et de l'adaptation face au changement climatique.

Les entreprises visées sont celles engagées dans un ou plusieurs domaines d'activités liés à l'agriculture durable et biologique, l'agro-transformation, l'agro-industrie en connexion avec l'agriculture intelligente face au climat, l'aquaculture et la pêche durables, la foresterie durable, les énergies propres et renouvelables, l'efficacité énergétique, la gestion et la valorisation des déchets (y compris «wasteto-energy»), l'approvisionnement en eau, la gestion des eaux usées, l'irrigation raisonnée, l'écotourisme, ainsi que la logistique, la distribution et l'accès au financement pour l'action climatique.

La Cellule de Prévention et d'appui à la Gestion des Urgences en tant qu'organe stratégique de gestion des risques et des catastrophes à Madagascar, suivant la nouvelle Politique Nationale de GRC adoptée en 2019, est engagée dans ce projet en tenant compte de ses missions de coordination de la mise en œuvre de projets de développement liés à la réduction des risques et vulnérabilités et au renforcement de la résilience climatique et impliquant plusieurs secteurs, et de développement des mécanismes de protection financière en matière de gestion des risques et de catastrophes et de la résilience climatique.

- 3 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Aide budgétaire : 75 millions de dollars de la Banque mondiale, décaissés

RIANA R. | LES NOUVELLES | 28 JUIN 2021

La Banque mondiale vient de donner son approbation du décaissement de 75 millions de dollars au titre d'aide budgétaire accordée par son Conseil d'administration, il y a de cela neuf mois.

«Les négociations autour de l'application du tarif Optima ont retardé le décaissement de cette aide budgétaire», a fait savoir le ministre de l'Economie et des finances, Richard Randriamandranto.

Ce nouveau tarif de l'électricité de la Jirama devait être en vigueur en janvier 2021, mais l'Etat a fait marche arrière suite aux plaintes des usagers qui ont constaté une hausse inattendue de leur facture. Mais, la Banque mondiale a soutenu que l'application de ce nouveau tarif est d'un enjeu majeur pour l'équilibre financier et opérationnel de la compagnie qui est en redressement depuis quelques années. Une nouvelle version de l'Optima est finalement en vigueur depuis le 4 juin.

Pour le ministre de l'Economie et des finances, les négociations menées par l'Etat ont porté leurs fruits. «Cette aide budgétaire permettra à l'Etat de poursuivre les discussions sur d'autres financements venant de l'Union européenne, l'Agence française de développement... Ne pas l'avoir obtenue pourrait déséquilibrer le budget de l'Etat», a-t-il précisé. Car à cause de la crise sanitaire qui dure depuis mars 2020, les ressources de l'Etat sont en baisse et les prévisions de recettes ont été révisées.



Dans le Projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2021, la prévision de recette fiscale est révisée à 3.486,83 milliards d'ariary par rapport à la LFI 2021, soit une baisse de 7%. Les recettes douanières sont également revues à une légère baisse de 0,8% par rapport aux prévisions initiales pour l'année. Cette aide budgétaire de la Banque mondiale vise à atténuer les impacts de la crise du Covid-19.

Dans un communiqué de la Banque mondiale publié en septembre 2020, Marie-Chantal Uwanyiligira, Représentante de l'institution à

Madagascar a indiqué que l'impact économique et fiscal de la crise du Covid-19 à Madagascar «pourrait inverser les progrès passés réalisés en matière de réduction de la pauvreté et aggraver la fragilité. Ce financement soutiendra les efforts du gouvernement à sauver des vies, à protéger les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables et à préserver les emplois, tout en mettant en œuvre des réformes politiques et en renforçant les institutions afin de jeter les bases d'une reprise sociale et économique plus forte».

Transport aérien – Un unique ATR pour relier le pays

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 JUIN 2021

Un seul avion dessert le pays entier. Un seul ATR-72 relie quotidiennement la capitale aux autres provinces de l'île. Il n'y a plus que deux vols par semaine pour relier Antananarivo et Nosy Be ou Antananarivo-Toliara contre quatre au minimum auparavant. Une fois tous les quinze jours pour un vol Tolagnaro-Toliara-Tolagnaro. La destination Morondava a été totalement abandonnée. C'est un véritable parcours du combattant que de trouver des places et surtout des vols pour aller à l'autre bout de Madagascar.

La compagnie Tsaradia disposait encore de cinq appareils en 2020 dont un en chantier. Elle fait seulement des exceptions

pour les « backup » ou les vols spéciaux comme pour avoir transporté la délégation présidentielle à Tolagnaro où il a fallu mobiliser deux appareils, lors du colloque régional pour l'émergence du sud de Madagascar. Tsaradia en tant que filiale d'Air Madagascar est en étroite relation avec sa compagnie-mère. « Tout dépend d'Air Madagascar laquelle a réduit de 50% ses activités. Le chômage technique, passage obligé pour la compagnie aérienne, entraîne le chômage forcé du personnel navigant et technique. Air Madagascar n'assure plus que des vols frets ou cargo très ponctuels », explique une source chez Tsaradia.

- 4 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

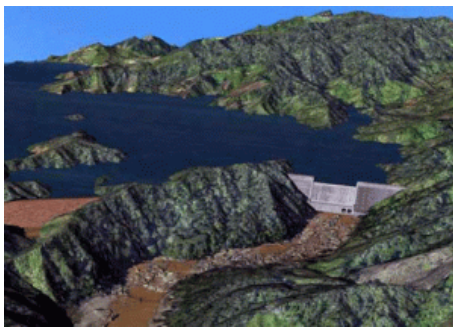
MINISTRE DES TRANSPORTS DU TOURISME ET DE LA METEOROLOGIE
MADAGASCAR
TRESURE 2021
MINISTRE NATIONAL DU TOURISME DE MADAGASCAR

Financements extérieurs : 18 accords de dons et 15 accords de prêts signés

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 28 JUIN 2021

Les relations entre les bailleurs de fonds et Madagascar sont au beau fixe. Selon le rapport d'activités 2020 du ministère de l'Economie et des Finances, 18 accords de dons ont été signés avec les partenaires techniques et financiers. Parmi les bailleurs qui ont soutenu la Grande île, on peut citer entre autres la Banque mondiale, l'Union européenne, l'Association internationale pour le développement, l'Agence française de développement, la Banque africaine de développement....

L'Union européenne et la BAD avaient, par exemple, financé le projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce pour un montant de 39,2 millions d'euros. En ce qui concerne les accords de prêts, le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandrato en a signé 15, dont le Projet d'interconnexion et de renforcement des réseaux de transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIITEM). Destiné au renforcement et à l'interconnexion des deux réseaux interconnectés d'Antananarivo (RIA) et de Toamasina (RIT) et l'électrification



Sahofika, un projet financé par la BAD

des localités et zones rurales le long de la route nationale 2, le PRIITEM prévoit notamment la construction d'une ligne électrique à 220 kV de 267 km entre Antananarivo et Toamasina d'une capacité de 120 MW, et l'électrification des localités rurales le long du corridor de la ligne haute tension. Le projet estimé à 203 millions d'euros est cofinancé par la Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, la Banque Européenne d'Investissements. Il y a également eu l'accord de prêts pour le financement du projet de construction de la centrale hydroélectrique de

Sahofika soutenu en partie par le Fonds africain de développement, à hauteur de 4,2 millions d'euros ; ou encore le Projet de développement de la zone de transformation agro-industrielles dans la région du sud-ouest de Madagascar (PTASO) destiné à renverser la tendance des faibles performances répétées au niveau agricole, qui constitue le premier projet d'une initiative qui pourrait être reproduit au niveau national pour assurer une plus grande transformation des produits agricoles. Il est destiné à inverser la tendance des faibles performances répétées au niveau agricole et économique. Cette opération se déroulera sur cinq ans à partir de 2021, pour un coût estimatif de 24,27 millions d'UC, et un financement du FAD (20 millions UC) et de l'Etat malgache (4,27 millions d'UC). On peut également citer le Projet de gouvernance digitale et de gestion de l'identité "Malagasy", supporté par la Banque mondiale à hauteur de 143 millions de dollars, et ayant comme objectif l'accroissement d'un accès inclusif à l'identité légale pour tous les citoyens malgaches.

Soutien aux producteurs: Ambatovy renforce ses actions

ARH | LES NOUVELLES | 28 JUIN 2021

La compagnie minière Ambatovy renforce davantage son soutien technique aux associations et coopératives paysannes avoisinant ses sites d'exploitation. Elle leur offre particulièrement des modules de formation en techniques agricoles ainsi que des suivis techniques pour atteindre les normes de qualité requises sur le marché et améliorer aussi le rendement.

Et depuis le mois de janvier jusqu'à maintenant, Ambatovy a acheté plus de 7,2 tonnes de fruits et légumes auprès de 44 paysans regroupés au sein de trois organisations paysannes basées à Moramanga (Les associations Firaisantsoa et Fimiam ainsi que la coopérative Komafi). La société Newrest, en charge de la restauration des employés d'Ambatovy à Moramanga, reçoit ces produits agricoles composés, entre autres, de plus de 4,2 t de courgette, 720 kg de pastèque, 330 kg de poivron et 1,6 t de haricot vert et 160 kg de haricot lingot blanc sec.

En outre, la fédération des associations paysannes Fimiam, basée à Ampitambe Moramanga, bénéficie d'un autre partenariat avec Ambatovy. Cette dernière reprend les bois



usagés issus de sa mine à Moramanga au profit de cette association qui va les revaloriser en mobiliers, ou encore en équipements d'élevage (ruches, porcherie...). La compagnie a prévu d'offrir gratuitement 60 m3 de bois usagés à l'association Fimiam au cours de ce mois de juin alors que la dernière livraison remonte à juin 2019.

- 5 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Financement - Les PME peuvent emprunter jusqu'à 500 millions d'ariary

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 29 JUIN 2021

Garantie et fonds propre sont les premiers facteurs bloquant pour la majeure partie des Malagasy désireux de commencer une aventure entrepreneuriale. Les financements sont essentiels au démarrage d'une start-up. Cependant, ils ne sont pas faciles à trouver dans la mesure où le taux d'échec d'une jeune pousse est très élevé. Néanmoins, des aides et des soutiens se multiplient pour appuyer les entrepreneurs à innover et promouvoir de l'emploi. En fonction des secteurs d'activité, des fonds sont proposés afin de soutenir le lancement d'une start-up. Il suffit de se rendre auprès des organismes financiers ou autres institutions privées.

Face à ce contexte, le fond de garantie Solidis vient d'initier un programme d'appui en ce sens. L'idée étant de soutenir un projet entrepreneurial sous forme de prêt pouvant aller jusqu'à 500 millions d'ariary pour les petites et moyennes entreprises qui ont un besoin primordial de recourir à un crédit bancaire. « Malgré des évolutions positives au niveau des systèmes de financement traditionnels, des problèmes structurels d'accès aux sources externes de financement subsistent, en particulier pour les start-up, les micro-entreprises et les

entités innovantes à haut risque ne présentant pas de modèle économique éprouvé. Ces entreprises sont souvent dépourvues d'actifs facilement utilisables comme sûreté et ont du mal à trouver des financements externes. Cette alternative du fond de garantie arrive à point nommé car c'est surtout cet accès au financement qui représente le premier facteur de blocage pour le développement d'un projet à Madagascar », s'enthousiasme un jeune chef d'entreprise ayant débuté depuis peu dans le domaine de l'agroalimentaire.

En effet, une entreprise, même avec le meilleur business plan du siècle, dépend de plusieurs facteurs sur lesquels elle n'a pas forcément le contrôle. Pour les jeunes start-up donc, il semble que l'environnement économique n'est pas vraiment favorable à l'éclosion de nouveaux projets. D'ailleurs, du côté des sociétés déjà en place, nombreux se plaignent du climat d'investissement qui représente beaucoup trop de risque pour une entreprise émergente. Cependant, outre le recours aux fonds de garantie et aux autres prêts bancaires, il existe aussi d'autres alternatives, à l'image du crowdfunding qui est un mode de financement participatif très sollicité dans le lancement de certaines start-



up. Celui-ci se présente généralement sous forme de don ou de contribution. Par ailleurs, le crowdfunding permet de faire connaître la jeune pousse au large public en un temps record, une manière de faire le « buzz » tout en récoltant des fonds pour le démarrage.

Par contre, pour espérer obtenir des fonds de démarrage conséquents, il est primordial de présenter un business plan bien établi aux investisseurs, tout en établissant un « networking » ou réseautage en béton car plus une start-up a un carnet de contacts élargis, plus elle a une chance de se développer et plus les financements peuvent affluer. D'ailleurs, certains bailleurs observent de près le réseau des jeunes pousses avant de décider d'injecter des fonds dans la société.

FAPBM: alternance dans la gouvernance

ARH | LES NOUVELLES | 29 JUIN 2021

La Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) félicite de l'alternance en son sein. Après leur élection, les nouveaux membres du bureau exécutif, présidé par Ny Anitry Ny Aina (Nanie) Ratsifandrihamanana, sont entrés en fonction, le 4 juin. Dimbindraibe Ratafika est le vice-président et Fredy Rajaonera assure la trésorerie.

Les membres entrants du Conseil d'administration cooptés pour un mandat de 4 ans renouvelable sont : Bruno Tsing Yat Rajasipera (directeur de l'Appui aux ressources

communautaires de Conservation international - Madagascar) et Fredy Rajaonera (directeur général adjoint de la Chocolaterie Robert). Ils ont rencontré, le 25 juin, Baomiavotse Vahinala Raharinirina, ministre de l'Environnement et du développement durable (Medd).

En respect des règles de gouvernance de la FAPBM, cette série de cooptations fait suite à la fin de deux mandats de quatre ans de deux membres du Conseil d'administration.

La nouvelle présidente, Nanie Ratsifandrihamanana, par ailleurs

directrice pays de WWF Madagascar, a réitéré sa volonté de « poursuivre les efforts entrepris pour renforcer, à travers la FAPBM, le financement pérenne du Système des aires protégées de Madagascar ». Elle a souligné la nécessité de travailler de pair avec les forces vives de la nation pour réussir les défis de la conservation.

« L'expérience et la diversité des expertises des collaborateurs de la FAPBM, énonce-t-elle, sont mobilisées en appui à la préservation de la biodiversité et au Medd, principal garant de ce capital naturel ».

- 6 -

08 | 09 | 10
JULIET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
TSENABEN'NY
FIZAHANTANY
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

MAJADAGASCAR
TRÉSORERIE

Exportations – Des produits malgaches indésirables en France

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 JUIN 2021

Un véritable coup de massue pour les échanges commerciaux. Une société de groupage évoluant sur l'axe Antananarivo-Paris vient de notifier ses fournisseurs que pour des raisons indépendantes de sa volonté, mais liées à des réglementations douanières, elle ne peut plus assurer les exportations des produits malgaches vers Paris. Comme les produits alimentaires, sous toutes leurs formes, y compris les conserves.

Les produits pharmaceutiques: Homéopharma, Vaniala, Masy, Ratsimamanga et tout ce qui a pour vocation de guérir. Cigarettes, alcools et tout ce qui est stupéfiant. Tous les produits à composante métallique. Des



Les huiles essentielles figurent parmi les produits interdits à l'exportation.

dispositions restrictives qui ont soulevé une levée de boucliers dans le milieu économique. Sous prétexte de lutte contre le coronavirus par le respect de certaines « mesures barrières », la France donne l'impression de sanctionner Madagascar pour d'autres considérations d'ordre politique, peut-être.

La dernière décision française de faire les îles Glorieuses une réserve naturelle pour l'Hexagone a attisé une tension latente sur le conflit territorial relatif aux îles éparses revendiquées par Madagascar. Le refus des pays de l'Union européenne de valider la vaccination au Covishield était aussi venu envenimer une crise diplomatique et sanitaire larvée. Les médias français ont toujours dénoncé l'efficacité curative et préventive du CVO sur le coronavirus, des vertus vantées et défendues par le président de la République Andry Rajoelina. L'animosité entre les deux parties gagnent ainsi en intensité par cette nouvelle « brimade » à l'encontre du made in Madagascar.

LFR 2021 : Un taux de croissance de 4,3%

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 29 JUIN 2021

Déposée à l'Assemblée nationale depuis plusieurs jours, la loi de finances rectificative 2021 continue de retenir l'attention des élus de la Chambre basse. Hier, la LFR 2021 a une fois de plus fait l'objet d'une commission plénière, en présence des techniciens du ministère de l'Économie et des Finances. Normalement une séance plénière en présentiel est prévue ce jour au CCI Ivato. Notons que dans cette loi de finances rectificative, le taux de croissance économique prévu à 4,5% dans la loi de finances initiale 2021 a été révisé à 4,3%. Cette perspective est soutenue par une croissance espérée de 3,6%

pour le secteur primaire, de 10% pour le secteur secondaire avec la reprise décalée de l'exploitation minière d'Ambatovy et de 4,1% pour le secteur tertiaire, qui va profiter de la réouverture progressive des flux de circulation des biens et des personnes tant au niveau national qu'international. De manière générale, les prévisions pour le secteur réel ne s'écartent pas significativement de celles de la LFI 2021, excepté pour le secteur secondaire où la réouverture tardive de l'exploitation minière d'Ambatovy a contribué à la révision à la baisse de la croissance de la branche industrie extractive.

Secteur textile: renforcer la santé et sécurité des travailleurs

ARH | LES NOUVELLES | 29 JUIN 2021

Le projet Fonds Vision Zéro (VZF II) de l'Organisation internationale du travail (OIT) soutient le monde du travail malagasy et plus particulièrement les acteurs de la chaîne d'approvisionnement du textile et du BTP pour riposter contre le Covid-19. Grâce à un financement accordé par l'Allemagne à travers son ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), des actions spécifiques sont menées depuis septembre 2020 pour prévenir et/ou réduire la propagation du virus sur les lieux de travail.

A travers ce projet, le bureau de l'OIT à Madagascar organise, depuis hier et pour

trois jours, un atelier de renforcement des capacités des Services médicaux du travail (SMT) de ces secteurs. Les thématiques se focalisent notamment sur la santé et sécurité au travail (SST) face au Covid-19 et aussi au VIH-Sida.

Selon Coffi Agossou, directeur du Bureau de pays de l'OIT pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles, l'objectif de cet atelier est de « renforcer les capacités des médecins des SMT dans les nouvelles mesures de prévention contre le Covid mais aussi dans la riposte contre le VIH-Sida puisque qu'avec le Covid, nous avons tendance à oublier les maladies qui existaient avant ».



Et, selon Jerison Razafimanantsoa, directeur général du Travail et des lois sociales au sein du ministère en charge du Travail, « Cette pandémie nous instaure la culture de la prévention et de la préservation de la vie humaine et de surcroît, de la considération de la santé et de la sécurité au travail (SST), centre d'intérêt de tous les acteurs du monde du travail ces dernières années ».

- 7 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



OMNIS, 45 ans : Focus sur nos ressources stratégiques sous-explorées

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 29 JUIN 2021

L'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques) célèbre cette année son 45e anniversaire. Dans ce cadre, plusieurs manifestations se tiendront la semaine prochaine. Interview avec Nantenaina Rasolonirina, DG par intérim de l'OMNIS.

OMNIS célèbre cette année son 45e anniversaire. Quel rôle joue cet organisme d'Etat ? Y a-t-il des événements en vue pour la célébration des 45 années ?

Depuis sa création en 1975, le rôle attribué à OMNIS est resté le même : être un organe régulateur du secteur pétrolier en amont et minier à Madagascar. Cela se traduit notamment par la mise en œuvre de la politique nationale pour le pétrole en amont ; et la valorisation des données géologiques de base. OMNIS agit également en tant que bureau de promotion minière. En effet, nous avons prévu des manifestations pour marquer ce 45ème anniversaire. Avec le contexte sanitaire, nous sommes obligés de nous adapter. Toutefois, nous tenons à ce que l'OMNIS soit reconnu tant au niveau national qu'international. Pour ce faire, nous allons dédier trois journées portes-ouvertes, les 8-9-10 juillet prochains, sous un format digital où nous partagerons toutes les informations qui aideront le grand public à mieux cerner le rôle de l'Office, l'exploration des hydrocarbures, les mines stratégiques, etc. Il y aura au programme diverses manifestations telles que des conférences, des débats, des séances d'informations où nous aborderons des thématiques autour des activités de l'OMNIS, du respect de l'environnement, des retombées économiques, etc.

On dit souvent que Madagascar est riche en ressources naturelles. Quels sont alors les blocages qui nous empêchent d'exploiter ces ressources pour financer notre développement ?

Effectivement, le sous-sol de Madagascar, selon les données et les études menées depuis plus d'un siècle, renfermerait un potentiel énorme d'hydrocarbures et de minerais stratégiques étalé sur 5 bassins sédimentaires. L'exploration et l'exploitation de ces ressources est un investissement très coûteux et présente plusieurs risques. Outre les risques inhérents à ce secteur, d'autres défis propres à notre pays, tels l'infrastructure, l'énergie, la fiscalité... restent à relever. Cela dit, l'OMNIS recherche constamment des partenariats avec les compagnies « major » dans ces secteurs, en les attirant à venir investir à Madagascar. Cependant, nous espérons pouvoir lancer une campagne de promotion de nos blocs pétroliers libres, dès que la situation sanitaire le permettra.

Pensez-vous que les ressources minières et pétrolières du pays puissent apporter un changement sur la qualité de vie des Malgaches? Est-ce qu'elles pourraient contribuer à l'émergence ?



Nantenaina Andry Rasolonirina, Directeur Général par intérim de l'OMNIS.

Jusqu'à présent, nos ressources demeurent sous-explorées. Pourtant, il est constaté que l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures et des mines stratégiques pourraient contribuer positivement au développement social et économique de notre pays. L'accent sur la bonne gouvernance se doit d'être mis en exergue afin d'éviter le syndrome hollandais, ce phénomène qui mine les pays riches en ressources naturelles.

Compte tenu du contexte actuel, les perspectives sont-elles bonnes pour le secteur du pétrole en amont et des industries stratégiques ?

La zone géographique où se trouve Madagascar est souvent décrite à fort potentiel en hydrocarbures. Afin de compter le secteur des industries stratégiques comme levier du développement de l'économie, il est primordial d'attirer les investisseurs. Avec la reprise graduelle de l'économie dans les pays occidentaux, le prix du baril a augmenté ces derniers mois, et le Brent a atteint 74,59 dollars aujourd'hui - son prix le plus haut depuis deux ans et demi. Les analystes prévoient même un choc pétrolier dû au manque d'investissements de l'année dernière, et Bloomberg avance que cela impacterait l'offre et la demande à partir de 2025. Tout cela présente des opportunités pour Madagascar. Par ailleurs, beaucoup de pays frontières préparent actuellement leurs prochaines campagnes de promotion. Bien qu'il soit difficile de spéculer sur le nombre de compagnies qui pourraient venir investir à Madagascar, nous avons bon espoir que la prochaine campagne de promotion amènera un certain nombre de compagnies.

- 8 -

A promotional banner for the 'Tsenaben'ny Fihazantany' tourism fair. The background shows a scenic view of Madagascar's coastline with mountains and a bay. In the foreground, the silhouettes of a family (two adults and a child) are seen from behind, looking out at the sea. The text on the left indicates the dates '08 | 09 | 10 JUILLET 2021' and the location 'JARDIN ANTANINARENINA'. On the right, it says 'ENTRÉE GRATUITE' (Free entry) and '3e EDITION TSENABEN'NY FIZAHANTANY SALON DES BONS PLANS TOURISME'. At the bottom left, there are logos for the Ministry of Tourism and the Madagascar Tourism Board.

Prix du carburant : 200 ariary au-dessous de la vérité des prix

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 30 JUIN 2021

A Madagascar, les prix des carburants sont gelés depuis deux ans. L'Office Malgache des Hydrocarbures joue la carte de la transparence en expliquant la situation globale du secteur et l'évolution des différents paramètres.

Si au mois de janvier 2021, le baril du pétrole brut coûtait environ 55 USD, ce prix a connu une augmentation considérable depuis le mois d'avril et oscille autour de 75 USD en ce mois de juin, soit une hausse de +36%. Il faut noter que le niveau du prix mondial du baril est prévu s'étendre jusqu'à la fin de l'année. Le taux de change du dollar quant à lui ne descendra pas au-dessous de la barre des 3.800 Ariary, selon les prévisions. Madagascar est un pays importateur net et subit ce qui se passe sur le plan international. Le calcul des prix à la pompe au pays pour un mois «m» se fait sur la base des prix internationaux du mois «m-2».

« Les prix à la pompe se situent désormais au-dessous de la vérité des prix. L'écart selon les calculs réalisés pour ce mois de juin est de 200 Ariary (prix pondéré) » a révélé hier Olivier



Jean-Baptiste, directeur général de l'Office Malgache des Hydrocarbures. A Madagascar, les prix à la pompe sont encore administrés. Les autorités sortent un décret tous les six mois pour appliquer cette administration des prix. « Nous arrivons à la fin du premier semestre et sommes en train de voir avec les autorités la suite des événements pour le deuxième semestre » a-t-il mentionné.

«Des mesures seront prises dans l'intérêt des consommateurs» selon

le DG de l'OMH. «Est-ce qu'on va continuer à administrer les prix, même au détriment d'un passif pendant un moment sans dépasser un certain montant ? Est-ce qu'une hausse graduelle sera mise en œuvre... ? ». Plusieurs scénarios sont en cours d'étude afin de prendre la meilleure décision dans l'intérêt des consommateurs. Cela se fait en concertation avec l'Etat et les compagnies pétrolières.

Pour rappel, le gel des prix depuis 2019 a entraîné une différence entre les prix calculés et les prix appliqués à la pompe, générant des passifs envers les pétroliers. Les arriérés qui avoisinaient 166 milliards d'Ariary au 31 décembre 2019 ont été apurés à fin décembre 2020. Le solde a été positif durant le premier trimestre 2021 et a diminué depuis avril 2021. A mi-juin 2021, le solde a été en équilibre.

Marché interbancaire des devises: perte de valeur passagère de la monnaie nationale

ARH | LES NOUVELLES | 30 JUIN 2021

Alors que l'ariary a enregistré un certain regain de valeur sur le Marché interbancaire des devises (Mid) depuis le début de l'année, cette tendance semble s'inverser durant cette dernière semaine du mois de juin.

Hier, le dollar américain s'échangeait 3.866,97 ariary et l'euro, à 4.591,10 ariary. Ces cours rejoignent en quelques points ceux du mois de janvier où le cours de référence du dollar équivalait à 3.816,66 ariary et l'euro à 4.637,96 en date du 11 janvier. Au 31 mars, le dollar s'échangeait à 3.782,22 et l'euro, à 4.425,52 ariary.

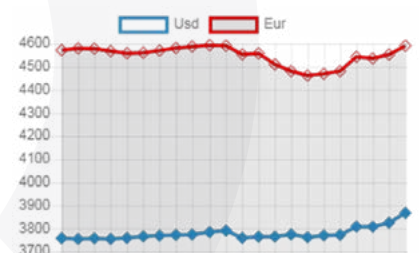
En règle générale, la dépréciation de l'ariary par rapport à l'ensemble des devises fortes relève fondamentalement du fait que la balance des paiements de Madagascar est structurellement déficitaire, nécessitant l'achat de devises étrangères pour être à l'équilibre. Et la baisse de l'ariary par rapport à l'euro, comme cela a été le cas durant la crise de l'an passé, est en partie due à la remontée de l'euro par rapport au dollar US sur les marchés

internationaux.

Covid-19 et taux de change

«Du 1er janvier 2020 au 1er septembre 2020, dans une conjoncture économique négativement impactée par la pandémie de Covid-19, l'ariary s'est déprécié de 11,4% par rapport à l'euro et de 3,9% par rapport au dollar US», note la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) dans son analyse sur l'évolution du taux de change au mois de septembre 2020.

Cette dépréciation s'est amplifiée par «la forte appréciation de l'euro contre le dollar US». Le cours de l'euro était de 1,0750 dollar en mars 2020 et est monté à 1,1960 dollar le 1er septembre 2020, soit une dépréciation du dollar US de 11,25% par rapport à l'euro au niveau international. Ce qui a évidemment impacté fortement la parité entre l'euro et l'ariary. Et dans sa «Note



de conjoncture économique» publiée au mois de mai, la BFM a fait part d'un «regain de valeur de la monnaie nationale». «Le marché interbancaire des devises (Mid) a vu un regain de valeur de la monnaie nationale sur le premier trimestre 2021. Aux taux de fin de période, l'euro est passé de 4.686,9 à 4.425,5 ariary, soit une appréciation de 5,6%. Le dollar US est passé de 3.824,8 à 3.782,2 ariary, soit une appréciation de 1,1 %», peut-on lire dans cette note.

- 9 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Secteur extractif - Focus sur les petits exploitants de mica dans le sud

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 30 JUIN 2021

Baliser le développement exponentiel des petites exploitations informelles. C'est l'objectif que se fixe le ministère des Mines et des Ressources stratégiques (MMRS) avec l'appui de l'Organisation internationale du travail (OIT), en ayant réalisé une étude sur le recensement des petits exploitants du mica dans les Régions d'Anosy et d'Androy. La restitution des résultats de cette étude a été réalisée hier à l'Hôtel Panorama, Andrainarivo, Antananarivo par visioconférence.

Afin de mieux appréhender l'envergure du secteur, le MMRS a souhaité initier un recensement des petits exploitants miniers à Madagascar. Cette activité a permis de recueillir des informations sur les petits exploitants de la filière « mica » dans les Régions du Sud de Madagascar, selon les catégories de métiers et d'activités. Elle a également permis de dresser une cartographie des petits exploitants du mica ainsi que leur catégorisation, c'est-à-dire d'établir s'ils sont informels ou formels, avec une mention spéciale sur les exploitations faisant travailler des enfants. « Bien que les informations aient dénoncé l'existence d'un phénomène alarmant sur le travail des enfants dans le sud de Madagascar, notamment dans

les Régions d'Anosy et d'Androy, le manque de données y afférentes n'a pas permis d'appréhender l'ampleur et les étendus du problème, d'où l'urgence de mener une étude pour apprécier ce phénomène, afin d'orienter les mesures à prendre dans l'immédiat, à court et à long terme », explique Adolphe Rakotoarison, directeur de cabinet du ministère des Mines et des Ressources stratégiques.

En effet, il existe des cas de familles pauvres n'ayant d'autres sources de revenus que d'extraire et de trier le mica dans ces Régions et qui viennent avec ou font travailler leurs enfants dans des mines considérées comme dangereuses. Selon un natif d'Androy, ces familles gagnent en moyenne un peu moins d'un dollar par jour alors qu'elles sont éloignées de toutes infrastructures sociales telles que l'eau potable, les CSB et encore moins les écoles. « Raison pour laquelle l'OIT s'est engagée à appuyer le pays vers plus de justice sociale et à attirer l'attention de tous les acteurs sur le développement exponentiel de l'exploitation minière. Il s'avère que si ce secteur n'est pas maîtrisé, cela risque de donner libre cours à toutes sortes de dérives telles que les trafics en tout genre, le non-



respect des droits de l'Homme, des règles de sécurité et d'hygiène, l'abus au travail des enfants », rajoute Coffi Agossou, Représentant résident de l'OIT pour Madagascar.

En ce qui concerne le cas du travail des enfants dans le secteur du mica à Madagascar, devenu une préoccupation internationale, les autorités ont ainsi mobilisé des actions interministérielles afin de renforcer les mesures relatives aux droits humains, dont ceux touchant le travail des enfants. Un plan d'actions conjointes a ainsi été établi. La sensibilisation des entreprises pour qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable dans l'extraction du mica sera effectuée avec toutes les parties prenantes, et cela dans le cadre du projet de normalisation de ce secteur en particulier.

Changement climatique: Madagascar se prépare à la Cop 26

SERA R. | LES NOUVELLES | 30 JUIN 2021

Faisant partie des Etats signataires de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, Madagascar se prépare actuellement à la 26e Conférences des parties (Cop 26) à Glasgow (Ecosse), du 1er au 12 novembre. Dans ce sens, un atelier s'est tenu hier au Carlton Anosy, sous l'égide du ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd) et en partenariat avec la fondation Friedrich-Ebert-Stuftung (FES).

Les thématiques de négociation et de plaidoyer comme la réglementation des marchés du carbone et quantification des mesures d'adaptation, ont été au menu. «Comme Madagascar figure parmi les pays victimes du changement climatique, un fort plaidoyer est attendu de la part de la délégation malagasy auprès des pays avancés qui sont les premiers



responsables de la situation actuelle», a souligné le numéro Un du Medd, Vahinala Baomiatotse Raharinirina.

- 10 -



08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

MAJADAGASCAR
TRÉSORERIE GÉNÉRALE

Tourisme : Andasibe à la reconquête de ses visiteurs

RIANA R. | LES NOUVELLES | 30 JUIN 2021

A quelques semaines du début des vacances scolaires, les professionnels du tourisme à Andasibe se préparent à accueillir les touristes locaux. Cinquante acteurs du tourisme dont des cadres gérants des établissements et des référents ont suivi une formation sur les protocoles à respecter pour assurer la sécurité sanitaire des visiteurs et des membres des établissements.

L'ONTM et le consultant PJ Arnou ont formé 18 gérants/référents. De même, une formation dédiée au personnel de base, dispensée en langue malagasy, a également été organisée. Celle-ci a vu la participation de 32 apprenants.

Les protocoles d'hygiène dédiés au tourisme, dont l'hôtellerie et la restauration sont élaborés pour les métiers de bar, de cuisine, de blanchisserie, de femme de chambre, de réception et de service en salle. Les prestataires



comme les guides ou loueurs de voiture ont également des protocoles d'hygiène dédiés.

Stratégie des établissements

Avec 36.278 visiteurs enregistrés en 2019, le site d'Andasibe est le parc national le plus visité des touristes internationaux et nationaux avant la crise sanitaire. «Le nombre de visiteurs à Andasibe n'était qu'autour de 200 en 2020 à cause de la crise», a fait savoir Ndrianto Razanakoto, directrice

exécutive de l'Office régional du tourisme d'Analanjirofo.

Aujourd'hui, Andasibe veut conquérir les touristes locaux. Les 25 établissements dans la commune élaborent leur propre stratégie dans ce sens. A l'hôtel Vakona dont la clientèle est essentiellement des étrangers, l'établissement applique une réduction de 50% sur les hébergements. «Nous offrons également des activités aux clients durant des occasions spéciales, entre autres en période de fêtes», a expliqué Mahery Ranaivoson, le responsable de l'établissement. Tout comme la majorité des établissements à Andasibe, Vakona a perdu plus de 90% de ses clients à cause de la crise sanitaire. Et force est de constater que le peu de clients qu'ils reçoivent en cette période de crise ne restent que pour un séjour de deux jours environ, au lieu d'une semaine auparavant

Transport : Des lignes express pilotes pour relier la Rocade d'Iarivo à la capitale

L.R. | MA-LAZA | 1^{er} JUILLET 2021

Le ministère des transports, du tourisme et de la météorologie prévoit d'ouvrir des lignes express pilotes pour desservir la Rocade d'Iarivo aux autres grands axes de la capitale.

Une ligne appelée "Ligne Express Iarivo" va desservir Talatamaty jusqu'à Amoronankona au By Pass, en passant par la Rocade d'Ivato-Tsarasaotra et la Rocade d'Iarivo.

Une ligne express de couleur orange desservira Talatamaty-Ankorondrano. Une ligne express de couleur rose reliera à la fois Talatamaty, Ankorondrano, la nouvelle Rocade jusqu'à Amoronankona, ainsi que Talatamaty vers la Gare routière

Maki. Enfin, le MTTM mettra en place une ligne express de couleur verte qui reliera les deux gares routières Maki et Amoronankona. Par ailleurs, les véhicules de la ligne Express Iarivo seront neufs et équipés de Wifi et de GPS. Cette ligne se distinguera par l'utilisation d'un système billettique et de paiement par carte et par mobile money, selon le ministère des Transports. Le ministère de tutelle a annoncé que la ligne pilote devra être opérationnelle dans les semaines à venir, l'exploitant ayant déjà été identifié à la suite d'un appel d'offres lancé en septembre 2020.

Conseil des ministres – Haro sur les fuites de capitaux

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1^{er} JUILLET 2021

Lutter contre les fuites de capitaux. Voilà l'objectif de la consigne donnée au ministre de l'Économie et des finances, durant le Conseil des ministres, hier.

Selon le rapport de la réunion hebdomadaire de l'Exécutif au palais d'État d'Iavoloha, il a été demandé au ministère de l'Économie et des finances de confectionner un cadre juridique et

réglementaire pour lutter contre la fuite de capitaux. Selon le communiqué du Conseil des ministres, le fait que les dispositions en vigueur ne fixent pas de plafond aux sommes d'argent que les voyageurs peuvent amener à l'étranger favorise ce phénomène, ainsi que le blanchiment de capitaux.

Outre la lutte contre la fuite de capitaux,

il a également été demandé au ministère de l'Économie et des finances d'élaborer un cadre légal et réglementaire pour renforcer le rapatriement des devises. Les objectifs de ces requêtes formulées par le Conseil des ministres sont clairs. Il s'agit de renflouer la trésorerie étatique et consolider le cours de l'ariary sur le marché interbancaire des devises

- 11 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6^e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



PLFR 2021 - Baisse de budget au niveau de la majorité des ministères et institutions

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 1^{er} JUILLET 2021



Avec 11.025,8 milliards d'ariary inscrits dans le Projet de loi de finances rectificative 2021(PLFR) voté à l'unanimité hier à la Chambre basse, une analyse effectuée par le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) explique que le budget de l'Etat subit une baisse générale de 4% dont celle des investissements qui se chiffrent à moins 15% et une hausse conséquente de plus de 15% pour le budget de fonctionnement. Selon les représentants de la Société civile, cette baisse affecte tous les ministères à l'exception du ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie (MTTM) dont le budget a été revu à la hausse avec + 139,3%, du ministère de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme (MPPSPF) qui a reçu plus 27% de son budget initial ainsi que le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et la Présidence qui ont bénéficié respectivement d'une hausse de 15,5% et de 3% dans le PLFR 2021. Les baisses de budget les plus conséquentes sont inscrites au niveau du ministère des Postes, des Télécommunications et du

Développement numérique à moins 56,9%, le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat à moins 59,3% et enfin le ministère de l'Environnement à moins de 33,2%. Malgré ces chiffres, la baisse qui inquiète le plus ces analystes se situe au niveau du budget des secteurs sociaux. « Tous les secteurs sociaux, excepté le MPPSPF, subissent une baisse de leur budget dans le PLFR 2021, cumulant une diminution de 316,2 milliards Ar. Effectivement le ministère de la Santé bénéficie d'une hausse des postes budgétaires à près de 3000 postes mais d'un autre côté, la solde du ministère diminue légèrement de 1%, tandis que le fonctionnement, déjà jugé insuffisant dans la LFI 2021, diminue de -4,1% et les investissements de -21,6%. Face aux risques réels d'une troisième vague avec les mouvements durant les vacances et qui risquent d'être plus rudes avec l'apparition du variant Delta, ce volet devrait être revu autrement », détaillent les représentants de la Société civile. En plus de baisses enregistrées au niveau de ces ministères clés, les appuis en provenance des partenaires

techniques et financiers (PTF) affichent aussi des voyants rouges. En effet, si les investissements ont reculé de 16,2% dans l'ensemble, on constate une baisse plus accentuée des financements externes avec une diminution de -14,8% des subventions et de -23,7% des emprunts. Les secteurs sociaux sont touchés, avec une baisse de 20,3% de leurs financements externes par rapport à la LFI 2021. « Face à cette situation, le Gouvernement devrait remobiliser les PTF pour maintenir et augmenter leurs engagements dans les secteurs prioritaires », suggère le CCOC. Cette organisation qui, à son habitude, n'a pas oublié de souligner le traitement tardif de ce document primordial comme chaque année. Sur ce point, ces représentants de la Société civile déplore que « Publié à seulement 10 jours de la fin de la session parlementaire et prévu n'être discuté en séance plénière de l'Assemblée nationale que 4 jours de la fin de la session, le PLFR 2021 n'aura jamais été aussi en retard, aussi bien dans son dépôt que sa publication.»

- 12 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

MAHAGASCAR
TRÉASURE ISLAND

MINISTRE NATIONAL DU TOURISME ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

Tourisme – L'Hôtel des Thermes et Betty Plage cherchent partenaires

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1^{er} JUILLET 2021

Patrimoines du ministère du Tourisme, l'hôtel des Thermes à Antsirabe et Betty Plage à Sainte-Marie sont en difficultés. Ces établissements cherchent ainsi des partenaires privés.

Le ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie a annoncé dans un communiqué un appel pour la gestion auprès des professionnels privés de l'Hôtel des Thermes à Antsirabe et de l'hôtel Betty Plage à Sainte-Marie. Ces deux établissements hôteliers de l'État faisaient déjà partie de quatre hôtels identifiés en 2004, avec le Zahamotel à Mahajanga et de la Société Malgache d'Hôtellerie à Antananarivo, pour des projets en partenariat public privé.

Ainsi, c'est 17 ans après que l'État a décidé de remettre sur les rails le projet d'impliquer le privé à l'exploitation de cet important capital touristique. Depuis ces années, ces établissements ont souffert de mauvaise orientation et de manque de fonds afin de faire face aux concurrents privés apportant de nouveaux standards de confort dans leurs offres.

Le ministère chargé du Tourisme a émis officiellement le 30 juin un appel à manifestation d'intérêts auprès du privé pour «investir, gérer et exploiter»

l'ensemble de l'Hôtel des Thermes et de Betty Plage.

Zones touristiques

«Dans un contexte aussi exigeant qui impose de concilier l'urgence et la durée dans le développement du secteur tourisme à Madagascar, il s'avère important de donner une impulsion nouvelle pour redresser l'image de la destination touristique dans les différentes régions, notamment dans les zones à forte potentialité touristiques», lit-on dans le communiqué officiel du ministère. Cette annonce laisse entendre que l'État s'engage dans un nouveau souffle pour exploiter ou faire exploiter son capital immobilier touristique.

Le ministère chargé du Tourisme a en effet annoncé la rénovation du port Îlot Madame de Sainte-Marie et de celui de Soanierana Ivongo, côté Grande Île. Ces infrastructures très utiles pour les touristes locaux seront livrées vers la fin de cette année. Par ailleurs, l'aérodrome d'Antsirabe fait partie d'une série



L'hôtel des Thermes à Antsirabe souffre du marasme économique.

d'aérodromes qui ont fait l'objet de contrats de partenariat avec le privé. Celui de Sainte-Marie est également en rénovation, en attendant la réouverture des frontières malgaches et l'arrivée des premiers touristes étrangers.

Il faut noter que l'Hôtel des Thermes à Antsirabe fait partie du capital immobilier du groupe Sofitrans. Ce dernier, une filiale d'Air Madagascar, a souffert de grave déficit financier depuis des années et a été plombé par la cession du restaurant Elabola à Ivato, ainsi que de ces unités commerciales duty-free.

Aires protégées: 2,7 milliards d'ariary de la FAPBM en faveur de MNP

ARH | LES NOUVELLES | 1^{er} JUILLET 2021

La Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) a signé une convention de financement en faveur de Madagascar National Parks (MNP) pour un montant de 2,7 milliards d'ariary.

Amputée de 35% de son budget annuel à cause de la paralysie touristique, MNP fait face à un gap de financement important qui menace la conservation du patrimoine naturel de Madagascar. Ce montant alloué par la fondation bénéficiera à 17 aires protégées (1.422.488 ha) dont celles de Bemaraha, Andringitra, Ranomafana et Masoala, labellisées patrimoine mondial de l'Unesco. Bien au-delà de leurs valeurs touristiques, ces parcs nationaux ont une vocation économique pour les communautés. Par exemple, les forêts du parc national de Ranomafana abritent le réservoir d'eau de la station hydro-électrique de Namorona.



La préservation de ces ressources naturelles devient aujourd'hui une urgence face à la recrudescence des menaces. Des études récentes ont montré qu'à cause de la crise sanitaire traversée par le pays, les populations se tournent vers l'exploitation des ressources naturelles pour survivre. Les

aires protégées constituent alors une des premières cibles.

Ce financement exceptionnel de la FAPBM, qui constitue une réponse à la pandémie de Covid-19, s'inscrit dans la lignée des fonds exceptionnels débloqués depuis 2020 en soutien aux communautés riveraines des 36 aires protégées financées par la FAPBM à hauteur de 114 millions ariary, ainsi que des financements d'urgence pour cinq nouvelles aires protégées (NAP) en 2020 à hauteur de 187,94 millions ariary. En 2021, pour MNP en particulier, ce montant s'ajoute aux subventions annuelles de 5,9 milliards ariary, accordées en début d'année.

- 13 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



JIRAMA : Remplacement des conduites d'eau à la Haute Ville

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 1^{er} JUILLET 2021

La capacité de production d'eau potable de la Jirama, pour satisfaire les besoins à Antananarivo, présente encore un gap de 100 000 m³ par jour. Outre cette insuffisance, les pertes causées par les infrastructures vétustes élargissent l'écart.

Les problèmes d'accès à l'eau potable dans la Capitale seront résolus. C'est ce que soutiennent les responsables auprès de la Jirama. En effet, de nombreux projets sont déjà en cours de mise en œuvre, pour accroître la production d'eau potable. Les infrastructures sur le réseau de distribution sont également en cours de remplacement. Cette semaine, la Jirama a relancé le remplacement de 1343 m de conduites d'eau, sur les hautes villes, dans le cadre du projet Jirama Innove et Réno. Selon les explications, l'objectif est d'améliorer la qualité de services, en rénovant ses infrastructures. Un défi que la société s'est donnée pour son redressement et pour marquer son 45^e anniversaire. Mardi dernier, un grand chantier a commencé au niveau d'Andohalo, passant par Ankazotokana jusqu'à Ambanidia. 1343 m de conduite vont être remplacés.

Perturbations. Ce projet de remplacement de conduites d'eau génère déjà un mal nécessaire, selon les techniciens auprès de la Jirama. Prévus durer deux mois, du 29 juin

au 28 août, les travaux engendrent des perturbations de la circulation sur les axes concernés et également sur l'approvisionnement en eau de ces quartiers, pendant les quelques heures de transfert du flux vers le nouveau réseau. « Ces travaux devaient être lancés il y a quelques semaines, mais ils ont été reportés, car les trafics routiers étaient importants pendant la période de la fête nationale. Aujourd'hui, nous sollicitons la compréhension des usagers de la Jirama et des usagers des routes. Les coupures ne seront que partielles pour l'eau et pour la circulation routière. Une organisation est déjà définie, avec les autorités routières et la CUA (Commune Urbaine d'Antananarivo), pour gérer cela », a déclaré Jacques Daniel Rakotonirina, directeur du Comptage et de la Performance du Réseau Eau (DPRO) auprès de la Jirama.

Meilleur débit. A la Haute Ville, les anciennes conduites d'eau ont un diamètre de 80 mm, et sont vétustes. Cette capacité sera doublée, car les nouveaux tuyaux, d'une longueur totale



Remplacement des conduites d'eau en cours à la Haute Ville.

de près de 1400 m, ont 160 mm de diamètre. Pour la Jirama, ces travaux vont aider à résoudre le problème de perte et de desserte dans les quartiers bénéficiaires - comme Andohalo, Ankazotokana et Ambanidia - étant donné qu'à côté, la station de production et de distribution de Mandrozeza II est progressivement mise en service. Il est à noter que jusqu'à aujourd'hui, 15 km de conduites ont déjà été remplacés et que la société projette de finir 90 km sur Antananarivo et ses environs. La haute ville est la 15^e zone bénéficiaire de ces nouvelles infrastructures d'approvisionnement.

Paositra Malagasy – Les employés demandent le limogeage de leur ministre

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1^{er} JUILLET 2021

Le ministre des Postes, des télécommunications et du développement numérique, Andriamanohisoa Ramaherijaona, est sur la sellette. Les syndicats des employés de ce ministère ont manifesté dans l'enceinte du ministère, à Antananarenina, hier, pour demander son limogeage. « Trop d'ingérence! Respectez l'autonomie de gestion. Le ministère ne se charge que de la tutelle technique. Nous contestons également le projet de modification du statut de la Paositra Malagasy par un simple décret », dénoncent les manifestants.

Ces employés craignent surtout pour leur avenir. « Le ministre envisage de privatiser une partie de cette société d'État. Où iront les autres collègues ? », lance Andriantsilavo Ravoniarijaonina, inspecteur principal des Postes, membre du syndicat de la Paositra Malagasy. Le ministre n'a pas pu rejoindre son bureau, les agents de son département l'ont empêché d'entrer dans l'enceinte du ministère, en bloquant



Les Nouvelles

l'entrée.

Les syndicalistes poursuivraient leur manifestation, jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause. Les activités de la Paositra Malagasy ne seront pas suspendues.

Une affiche promotionnelle pour le salon des bons plans tourisme. Elle présente une image de silhouette de personnes regardant un paysage côtier au coucher du soleil. Le texte indique les dates du salon (08, 09, 10 juillet 2021) et le lieu (Jardin Antananarenina). Le titre principal est 'TSENABEN'NY FIZAHANTANY' (3^e édition) et le sous-titre est 'SALON DES BONS PLANS TOURISME'. Un logo 'ENTRÉE GRATUITE' est visible en haut à droite. En bas à gauche, il y a des logos officiels du ministère des Transports et du Tourisme et de Madagascar.

Olivier Jean-Baptiste – DG de l'OMH: “Les consommations commencent à se rapprocher de la normale”

TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 2 JUILLET 2021

Après s'être exprimé au sujet de la structure des prix des produits pétroliers à Madagascar, Olivier Jean Baptiste, Directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH) fait le point sur la consommation, l'approvisionnement et les passifs envers les pétroliers. Interview.

2021 a été annoncée comme une année de reprise après une longue période de confinement. Comment la consommation des produits pétroliers s'est-elle comportée ces derniers mois ?

De janvier à mai 2021, comparé à 2020 à la même période, on observe une hausse de 12,4%. 2020 n'est pas une année référence en la matière. On avait affaire à une baisse significative de consommation des produits pétroliers. Il est plus intéressant de faire la comparaison à la situation 2019 à la même période et, dans ce cas, on observe une baisse de 3,5 %. Les consommations commencent à se rapprocher de la normale, cette légère baisse est due aux restrictions aux déplacements dans certaines régions qui étaient encore fermées au mois de mai dernier.

Comment cela se traduit-ils en chiffres et par produit ?

Toujours de janvier à mai 2021 à comparer à la même période en 2019, la consommation du “Super” enregistre une baisse de 5%. On peut en déduire que cela est lié aux différentes restrictions imposées par l'Etat d'urgence au mois de mai dernier. On attend les chiffres du mois de juin pour le confirmer. En outre, le Gasoil enregistre une baisse de 3%. Mais c'est presque revenu à la normale, les activités et les déplacements ayant repris, et les entreprises recommencent à tourner par la même occasion. Pour sa part, le pétrole lampant enregistre une hausse de consommation de 28%. Ce produit est fréquemment utilisé dans les campagnes et un peu utilisé sur des chantiers. Par rapport à 2019, on constate un certain boom. En 2020, le pétrole est le seul produit dont la consommation n'a quasiment pas changé. Lors du confinement, les gens sont restés chez eux et l'ont beaucoup utilisé pour cuisiner notamment.

Qu'en est-il des autres types de produits utilisés dans les grandes industries ?

Le marché du gaz, si on le compare à 2019, enregistre une baisse de 18 %, soit à peu près 5.100 tonnes, sachant que la consommation de ce produit se divise en deux grandes catégories. Il y a tout d'abord la consommation domestique autrement dit dans les ménages, et à côté on a les professionnels comme l'hôtellerie, restauration, ou les cantines. A Madagascar, il y a aussi un gros consommateur de gaz, c'est le projet Ambatovy qui a repris ses activités mais qui ne tourne pas encore à plein régime. Ce qui justifie cet écart par rapport à 2019. Il n'en demeure pas moins que les chiffres sont meilleurs que l'année dernière, principalement marquée par la suspension d'Ambatovy qui consomme tout de même 40 à 45 % du marché du gaz. Pour sa part, le fuel lourd qui



n'est pas accessible dans les stations-services et dont la Jirama est le plus gros consommateur, enregistre une hausse de consommation de 27% par rapport à 2019. Pour rappel, les centrales de la Jirama tournent avec du fuel lourd et certaines industries l'utilisent également.

Enfin, le naphta, comparé à 2019, enregistre une baisse de 49%. Il s'agit d'un produit très particulier car seul l'Ambatovy l'utilise. En fonction des activités de la compagnie, une hausse de consommation est attendue notamment à la fin de l'année et en 2022. Globalement, le marché total enregistre une baisse de 3.5% par rapport à 2019.

En définitive, quel est donc le produit dont la consommation a le plus reculé ?

Le marché des produits qui touchent à l'aviation se trouve encore dans une impasse. Et pour cause, une chute de 70% a été relevée par rapport à 2019. Le territoire reste fermé même si quelques vols se sont opérés. Bref, ce sont les produits dont l'avenir est le plus incertain car cela dépend beaucoup de la réouverture des frontières mais surtout la reprise de tous les vols.

A l'heure où l'on parle, Madagascar dispose-t-il d'un stock suffisant ?

Madagascar s'approvisionne tous les 30 ou 35 jours. Les stocks sont suffisants. D'une manière générale, le stock actuel du Super permet de tenir 32 jours, 34 jours pour le Gasoil, et il en existe pour 44 jours de stock disponible pour le pétrole lampant. Au moment où l'on parle, le bateau pour approvisionner est déjà arrivé au port et est en train de décharger sa cargaison équivalente à 35 à 45 jours de consommation. Donc au total, les stocks en dépôts et les stocks flottants permettent d'assurer un stock pour 60 jours. Il n'y a aucun problème pour l'approvisionnement. C'est délicat et de notre côté, nous suivons tout de très près, que ce soit l'arrivée des navires ou bien le dispatching dans tout le pays.

- 15 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Madagascar dispose de 22 dépôts, le bateau arrive au port de Toamasina et les produits seront acheminés soit par dépôt côtier effectué par des canotiers ou par des camions citernes. Conformément au dernier appel d'offres, l'importation est toujours assurée par Oman Trading.

Quid de l'apurement des passifs envers les pétroliers ? Actuellement, le passif est quasiment à l'équilibre. En

2018/2019, le prix à la pompe était inférieur à la vérité des prix donc il y a eu une accumulation de passif de 166 milliards fin 2019. En 2020, il y a eu une baisse mondiale du prix de carburant mais Madagascar n'a pas procédé à un ajustement de prix, ce qui a permis d'apurer petit à petit ces passifs. Ceux-ci seront presque nuls dans pas longtemps.

Les acteurs du tourisme proposent: la « réouverture progressive » des frontières

ARH | LES NOUVELLES | 2 JUILLET 2021

Les perspectives de réouverture des frontières dépendent de l'évolution de l'épidémie dans le monde. Les 15 prochains jours sont cruciaux comme le Premier ministre Christian Ntsay l'a signifié dimanche. En vue d'amorcer la reprise économique, les opérateurs touristiques suggèrent une « réouverture progressive ».

La décision de l'Etat sur la réouverture des frontières pourrait être connue d'ici la fin des nouveaux quinze jours d'état d'urgence sanitaire. Un comité de pilotage composé, entre autres, des autorités sanitaires (ministère de la Santé, CCO Covid-19) et de la Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) examine cette possibilité en tenant compte de nombreux paramètres.

Les opérateurs au sein de la CTM suggèrent « une réouverture progressive des frontières » qui, selon eux, devrait se faire dans le strict respect des protocoles sanitaires afin de maîtriser la situation sanitaire liée au Covid-19. En effet, « après six semaines de travaux, des orientations ont été avancées dont la réouverture progressive des aéroports de la Grande île comme Antananarivo et Nosy Be », a indiqué Johann Pless, administrateur au sein de la CTM et membre du comité de réflexion.

Et selon Aina Raveloson, présidente du conseil d'administration de la CTM, «



Nous proposons l'arrivée d'un avion par compagnie par semaine et une mesure sanitaire pour les voyageurs de faire un test PCR à l'arrivée et d'attendre le résultat d'un test PCR négatif à l'hôtel avant de pouvoir en sortir. Le mois d'après, nous pouvons passer à plus d'avions, un à deux avions par compagnie avec la même mesure pour les voyageurs et le mois suivant d'avoir une ouverture plus globale ». En cas d'analyse positive, le ministère de la Santé déploie d'autres mesures au niveau sanitaire.

Une solution dans la durée

« C'est le bon moment pour redémarrer l'économie, le secteur touristique est prêt. Nous avons depuis juillet 2020,

suivi des programmes de formation sur toutes les mesures nécessaires à l'accueil de touristes nationaux ou internationaux. En outre, plus de 50% des collaborateurs du secteur se sont aussi fait vacciner. Je dirais qu'au niveau du secteur Tourisme, hébergement et restauration (THR), les conditions nous permettant d'accueillir des touristes sont réunies », a ajouté Johann Pless.

« Le coronavirus évolue continuellement et nous sommes contraints de vivre avec. Plutôt que de l'éviter, il faut élaborer une stratégie de protection. La fermeture continue des frontières, comme c'est le cas depuis une année et demie, n'est pas une solution dans la durée », a soulevé Aina Raveloson.

Le ministère des Transports, du tourisme et de la météorologie (MTTM) a déjà indiqué que des propositions de ce comité sont attendues au niveau du gouvernement pour valider les protocoles nécessaires et aider dans la prise de décision afférente à l'ouverture des frontières.

Recrutement: l'ACM cherche un nouveau directeur général

RIANA R. | LES NOUVELLES | 2 JUILLET 2021

Le ministère des Transports, du tourisme et de la météorologie (MTTM) a publié hier un avis de recrutement pour le poste de directeur général de l'Aviation civile de Madagascar (ACM). Selon le profil recherché dans l'appel à candidatures, l'intéressé doit avoir entre autres un niveau académique d'études supérieures de 3e cycle, avoir au moins quinze ans d'expérience dans le domaine de l'aviation civile et être de nationalité malagasy.

L'ACM est un établissement public. Elle se charge de l'exécution de la politique de l'Etat en matière d'aviation

civile, l'élabore, met en œuvre et surveille l'application de la réglementation dans le secteur de l'aviation suivant les normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

Le poste de directeur général de l'ACM est vacant depuis l'abrogation de Tovo Ramaholimihaso Rabemanantsoa en conseil des ministres le 23 juin; suite à son inculpation dans l'affaire d'exportation illicite des 73 kilos d'or vers l'Afrique du Sud au début de l'année. Il a occupé ce poste pendant un an et dix mois, après sa nomination en août 2019.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRANSPORTS, DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE
MADAGASCAR
TRESURE 100%

Exportation en France - Mise en conformité des produits requis et non une interdiction

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 2 JUILLET 2021

Incompréhension. Des professionnels du transport de fret se sont plaints sur les réseaux sociaux à propos de l'instauration de mesures de restriction sur l'importation de produits en provenance de Madagascar, en direction de la France. Ces derniers expliquent : « Pour des raisons indépendantes de notre volonté, liées aux réglementations de la douane, nous n'assurons pas, pour une période indéterminée, l'importation des produits pour les transits Tana-Paris comprenant les produits alimentaires sous toutes ses formes et même en conserves, des produits pharmaceutiques comme Homeopharma, Vaniala, Masy, Ratsimamanga... et tout ce qui a pour vocation de guérir, ou encore des cigarettes, boisson alcoolisée, et tous autres produits stupéfiants ainsi que tous les produits à composition métallique ».

Cependant, d'après le ministère de l'Economie et des Finances (MEF), ces interdictions ne concernent pas la réglementation au niveau de la Douane malagasy et qu'aucun changement de réglementation ni de procédure n'a été

effectué. D'ailleurs, la Douane malagasy n'a reçu aucune communication officielle émanant de l'Union européenne informant d'éventuels changements. Pour appuyer ces dires, les responsables au sein du MEF d'assurer : « aucune marchandise n'a été refoulée aux frontières ni retournée à ce jour ».

Par ailleurs, selon les représentants des autorités malagasy en France, il s'agit plutôt d'une obligation de mise en conformité des produits, notamment sur le respect des inscriptions et des informations sur le packaging ou encore les étiquettes. « Il n'y a pas d'interdiction d'entrée des produits malagasy sur le territoire français, sauf pour les produits à vertu thérapeutique ou produits ou plantes à vertu de soins médicaux qui ont besoin d'une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'autorité sanitaire française et l'agence nationale des médicaments. De ce fait, les étiquettes des huiles essentielles et des autres plantes ne devraient pas comporter des écritures expressives sur les vertus thérapeutiques, sinon ce serait interdit sur le marché français.



Concernant les autres produits, la composition des contenus et les pourcentages doivent être indiqués sur les étiquettes, conformément aux exigences du marché français », précise Rinah Rakotomanga, conseillère auprès de notre ambassade à Paris, après avoir discuté auprès des autorités compétentes sur place.

Certains producteurs doivent ainsi se plier aux normes de consommation requises par le pays consommateur afin de pouvoir commercialiser leurs produits sur les marchés qu'ils ciblent. Il serait possible que les produits puissent convenir aux normes requises pour la consommation locale, mais les conditions ne sont plus les mêmes dès que les opérateurs et les producteurs ciblent des marchés de plus grande envergure.

Anciens de Saint-Michel : Une conférence sur l'économie pendant et après la Covid

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 2 JUILLET 2021

Richard Randriamandrato, ministre de l'Economie et des Finances ; Lizah Ndrilisoa, gérante d'une entreprise qui confectionne des sacs éco-responsables, et enfin Rakotomanjaka, économiste et gérant du cabinet SMSC. Ce sont les trois intervenants de la conférence sur l'économie de Madagascar avec et après la Covid, organisée dans le cadre du centenaire de l'association des Anciens de Saint-Michel. La conférence, qui aura lieu samedi 3 juillet à 15 heures 30 au Lapa Misely, sera l'occasion pour les intervenants, tous des anciens

de Saint-Michel, de développer des thèmes sur les impacts de la pandémie sur l'économie de Madagascar. Une pandémie qui a changé le monde et Madagascar. Plusieurs métiers sont en difficulté ou ont disparu, mais au même moment d'autres ont fleuri ou sont apparus.

Le mode de production et la logistique se sont adaptés au contexte Covid, et le « consommer local » est devenu ou redevenu un réflexe auprès des consommateurs malgaches.

Cette opportunité de « consommer

malagasy » change la donne de l'économie nationale, repositionne certaines activités sur le marché local pour mieux exporter.

Cette conférence-débat sera une occasion de raffermir les liens entre Anciens de Saint-Michel, d'échanger des points de vue et de proposer des idées et actions pour l'économie de demain. Pour animer le débat, Ndrina Ralaimanisa, un banquier mais aussi un ancien de Saint-Michel, sera le modérateur de cette conférence où tous les anciens d'Amparibe sont invités.

- 17 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Grève à la Paositra Malagasy : le ministère de tutelle nie les accusations

J.R. | LES NOUVELLES | 2 JUILLET 2021

Au lendemain de la grève d'une partie des employés de la Paositra Malagasy (Paoma), le ministère de tutelle nie toutes les accusations portées à son encontre. Aucun projet de privatisation de la Paoma ni d'une partie de cet établissement public n'a lieu actuellement, a fait savoir le ministre des Postes, des télécommunications et du développement numérique, Ramaherijaona Andrimanahisoa, devant la presse, hier. Cette réaction fait suite à la grève observée par des syndicalistes au



niveau de la Paoma à Antaninarenina, le 30 juin. En effet, une assemblée générale de la Paoma menée par sa direction générale s'est tenue à Alarobia. Et la grève des employés a eu

lieu au lendemain de cette réunion. « La Paoma ne pourra pas être privatisée. Nous avons même annulé un projet de créer une société nommée Paositra Finance SA en 2019 et 2020 », a expliqué le ministre. Il a rajouté qu'aucun contrat avec les employés ECD n'a été interrompu. Six employés ECD ont basculé en Employés de longue durée (ELD) et 151 employés ECD du ministère sont sur le point d'être régularisés. Le passe d'armes entre les syndicats et le ministère de tutelle se poursuit.

Base Toliara – Les pêcheurs redoutent la reprise du projet

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 JUILLET 2021

Non, non et non. Des mots qui sont revenus une dizaine de fois à la bouche des petits pêcheurs de Toliara, utilisant Andabohy La Batterie pour vivre. Une zone de pêche pour près de dix mille pêcheurs, regroupés au sein de l'association « Zanadriake ». La jetée et le nouveau port prévus être mis en place au niveau de cette zone par le projet Base Toliara, constituent « un cauchemar » pour les pêcheurs.

« Nous avons entendu que le projet reprendra au mois de septembre. Et nous apprenons également que cette réouverture est conditionnée par une entente entre le projet et les communautés locales touchées directement par l'exploitation. Nous ne nous sommes convenus avec Base Toliara sur aucune entente et le fait de dire aux instances en haut lieu que tout va pour le mieux à Toliara est totalement faux » explique Vario, membre de l'association des pêcheurs « Zanadriake ».

Une quinzaine de représentants de comités de pêcheurs de diverses localités du littoral de la commune urbaine de Toliara, allant d'Ankalika, de Mahavatse à Andrevo plus au nord, ont tenu à réitérer leur appréhension. « Nous vivons de ces eaux depuis près

de 60 ans. Ce « vavalapasy » comme nous les appelons ici est une véritable bénédiction de Dieu pour nous car c'est un genre de récif où se réfugient toutes les espèces de poissons consommées par Toliara et ailleurs. Y mettre une jetée ou une quelconque infrastructure veut dire mettre fin à toute notre vie » ajoute Galez Tonga, secrétaire de l'association.

Flou

Ils disent lutter pour leur droit. « Nous n'avons pas tous connu l'école. Quand ce projet dit que trois mille emplois seront disponibles, combien d'entre nous pourront manipuler une machine ou conduire un engin? Qu'allons-nous devenir alors?» poursuivent les représentants des pêcheurs. Ils exigent ainsi que le projet abandonne la construction d'infrastructures sur leur lieu de travail. « Ils nous ont proposé des vedettes et d'autres équipements modernes de pêche. Mais jusqu'à quand ces matériels pourront-ils nous aider à assurer durablement notre principale activité. Pour nous, c'est rester à Andabohy ou rien » renchérit Alain Patrice, du comité d'Andranomialy. Andabohy La Batterie reste une valeur culturelle pour les communautés des pêcheurs et c'est également une raison pour ne pas la détruire.



L'Association des pêcheurs de Toliara campe sur sa position de refuser l'occupation d'Andabohy La Batterie.

C'était la principale plage de Toliara avant Ifaty et Madiorano. Une réouverture du projet d'exploitation pour précisément le mois de septembre n'est confirmée ni par le ministère des Mines ni par Base Toliara. Une nouvelle étude de faisabilité du projet a été exigée à Base Toliara par l'État malgache. Les retombées sociales et économiques ainsi que le volet environnemental ont été révisés.

La recherche d'entente avec les communautés locales impactées par le projet est demandée à être réglée par la compagnie minière si le projet est autorisé à reprendre. Une levée partielle a été envisagée afin que les actions sociales telles que le déplacement de tombeaux sis sur les éventuels tracés du projet se poursuivent. Une décision restée sans suite.

08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRAVAIUX DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE
UNION NATIONALE DE TOURISME DE MADAGASCAR

Taux de changes – L'ariary touche le fond(s)

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 JUILLET 2021

Aux cotations d'avant-hier au Marché interbancaire de devises, MID, le dollar et l'euro ont atteint un niveau plus qu'inquiétant. Le second semestre commence sous des mauvais auspices.

Coïncidence fortuite ou hasard du calendrier? Peut-être les deux. Le Conseil des ministres de mercredi a sommé le ministère de l'Économie et des finances, MEF, de mettre le holà sur la fuite des capitaux et de faire le nécessaire pour rapatrier davantage les devises qui circulent ailleurs. Par des cadres réglementaires plus stricts, sans concession. Le MEF a déjà envisagé de chasser et de supprimer « les comptes fake » de devises des particuliers et des entreprises, compliquant les contrôles des flux financiers des uns et des autres. Au même moment, au Marché interbancaire de devises, MID, le dollar grimpe jusqu'à 3916 ariary et l'euro a franchi la barre des 4600 ariary. Le billet vert américain n'a jamais pu atteindre un tel pic. La bande psychologique des 4000 ariary pour le dollar et 5000 ariary pour l'euro est presque touchée. Alors que le dollar stagnait autour des 3600 ariary avant le début de la crise sanitaire. Ce qui fait craindre une répercussion sur les prix du carburant. Sur le court terme.

Comme l'a si bien expliqué Jean-Baptiste Olivier, le directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures. « Le dollar descendra en dessous des 3800 ariary dans les mois à venir » a-t-il mentionné lors de sa conférence de presse lundi. En parallèle, les cours du baril aux transactions internationales du pétrole continuent leur avancée sur une courbe ascendante.

Ouvrir le MID. Et peuvent frôler les 100 dollars si l'on se réfère aux analyses objectives des « majors » de l'or noir. Ces fluctuations évolutives, combinées avec une possible augmentation du volume de consommation du carburant sur le marché local par la reprise effective des activités liées aux transports, risquent d'alourdir la facture pétrolière déjà pesante.



L'ariary est mal en point face à l'euro et au dollar

Ceci étant, beaucoup estiment qu'il est plus que temps de modifier le mécanisme de fonctionnement du MID. Sans renoncer au système de change flottant, adopté en 1997 pour reconquérir la confiance des bailleurs de fonds, perdue dans les dédales des infructueux à financements parallèles, il serait plus profitable à l'ariary d'ouvrir le MID aux autres acteurs de l'ombre, estiment des « initiés » en la matière. Cette perche tendue devrait aspirer vers le circuit financier formel des matelas de dollars et d'euro sur lesquels reposent des activités plus ou moins illicites, prospères à l'abri de toutes impositions fiscales. Encore un manque à gagner pour la caisse de l'État.

Une autre interrogation se pose aussi d'elle-même. La constitution d'une réserve de l'or à la Banque centrale peut-elle avoir une influence bénéfique à l'ariary sur le baromètre des valeurs transactionnelles du MID ? Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques, lors du rapport d'activités de son département devant les députés, a annoncé « qu'une tonne

de métal jaune est désormais stockée à la Banque centrale ». Pour le moment, cette « belle prise » n'a pas encore servi à renforcer la vitalité de l'ariary au MID. De même, l'obtention des 312 millions de dollars du Fonds monétaire international, FMI, avec un « premier jet » de 69 millions de dollars, n'a pas suffi à rassurer le milieu des affaires et financier. Alors que la vocation principale de la Facilité élargie de crédit, FEC, est de rééquilibrer la balance de paiements, toujours déficitaire.

Ces réflexions tactiques méritent quelques attentions. Car des résultats ont été quand même obtenus en matière de rapatriement de devises. En 2020, par exemple, et malgré la crise sanitaire de la Covid-19, sur un engagement de rapatriement de 5.074.110.124.930 ariary, 4.370.829.245.720 ariary sont revenus au bercail. Soit un taux de recouvrement de 86,14%. Et depuis le début de l'année 460 millions de dollars ont été récupérés. 472 entreprises ont accepté de collaborer sur les 1754 mises sur la sellette. Mais l'ariary n'a pas pu, pour autant, rebondir.

- 19 -

Sous le parrainage de:



Co-organisé par:



En partenariat avec:



6e ÉDITION SALON RSE & IDD
Partenariats pour le Développement Durable
15 - 16 juillet 2021

En mode digital

Sponsors platinum:



Sponsors gold:



Sponsors silver:



Partenaires digitaux / diffuseurs:



Projet Tanamasoandro – Les terrassements des rues débutent

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 JUILLET 2021

Le projet Tanamasoandro à Imerintsiatosika avance. L'axe routier commence à prendre forme sur le site Tsimahabeomby.

L'ambitieux programme de désengorgement de la capitale avance. Deux semaines après le premier coup de pelle pour l'édification de la nouvelle ville Tanamasoandro, une partie de la « Voie rapide Ouest-Tanà » prend forme à Imerintsiatosika. « Nous avons réalisé les terrassements d'un kilomètre et demi de route, depuis. Et nous allons entamer les travaux d'une autre portion de route, maintenant » lancent les techniciens rencontrés sur le site de Tsimahabeomby à Imerintsiatosika, hier. Cette infrastructure routière terrassée est gigantesque. « Elle mesure 32 mètres de large. C'est une route à huit voies », ajoutent les sources. Ce projet « Voie rapide Ouest-Tanà » qui reliera Antananarivo à la nouvelle ville à Imerintsiatosika, à partir du stade Maki à Andohatapenaka, est prévu durer deux ans.

Il ne s'agit que d'une partie de ce grand projet de désengorgement de la capitale. De part et d'autres seront construites plusieurs infrastructures, dont des bâtiments ministériels et d'autres bâtiments publics, sachant que tous les départements ministériels de la capitale seront délocalisés dans cette



Une route de 32 mètres de large a été terrassée.

nouvelle ville.

Quartier résidentiel. Sur ce site de 980 hectares seront également érigés des quartiers d'habitation. Il pourra accueillir jusqu'à cinquante mille logements, selon les projections. Des habitations de standing et des logements sociaux y seront construits, ainsi que des immeubles de bureaux pour accueillir des activités professionnelles et économiques. Les réalisateurs du projet ont également annoncé la

construction d'un hôpital et d'une école de références internationales, de centres commerciaux. Et une Académie nationale sportive de haut niveau verra le jour à Tsimahabeomby.

Le vice-ministre chargé des nouvelles villes et de l'habitat, Angelo Zasy, annonce qu'un quartier résidentiel pilote devrait être bâti sur ce site Tanamasoandro, à la fin de l'année. Les quartiers administratifs seront prêts, en 2023, selon le planning.

Marché du gaz: la TVA à 5%, raffermie par une convention

ARH | LES NOUVELLES | 2 JUILLET 2021

La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du gaz domestique passe à 5%, au lieu de 20%. Autant pour les gaziers que les consommateurs, cette baisse est effective et à l'évidence, le gaz coûte désormais moins cher que le charbon. Pour les sociétés distributrices de gaz butane, à commencer par Vitogaz qui préside actuellement le Comité malagasy du butane (CMDB), cette baisse significative de la TVA

est intégralement dirigée vers le consommateur. Les clients de Vitogaz en particulier ont bénéficié de cette baisse dès le 1er mars.

Neuf points de pourcentage ont été immédiatement répercutés sur le prix public. Les six points restants servent à financer les promotions pour la première acquisition, qui reste bien souvent le point bloquant d'accès au gaz pour les foyers les plus modestes.

Le CMDB qui regroupe les acteurs de la filière gaz à Madagascar (Vitogaz, Galana, Total, Mocoh), le ministère de l'Economie et des finances (Mef), ainsi que celui de l'Environnement et du développement durable (Medd), signeront ce soir de la convention de partenariat relative à l'application de la baisse de la TVA sur le gaz à 5%.

- 20 -

08 | 09 | 10
JUILLET
2021
JARDIN
ANTANINARENINA

ENTRÉE
GRATUITE

3^e EDITION
**TSENABEN'NY
FIZAHANTANY**
SALON DES BONS PLANS TOURISME

MINISTRE DES TRAVAIUX DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

MINISTRE NATIONAL DU TOURISME
ET DE LA MÉTÉOROLOGIE